

États-Unis : offrir le TTIP en cadeau d'adieu à Obama ?

«Aucun accord commercial signé depuis 30 ans n'a englobé les services publics.»

Un membre de la DG Commerce

25 Dans vingt-cinq des vingt-huit États-membres de l'UE, l'opinion est favorable au TTIP.

MODE D'EMPLOI

NÉGOCIATIONS Un nouveau round de négociations du traité transatlantique (TTIP) a démarré ce lundi 25 avril

PARTISANS À l'invite du Département d'État américain, nous avons pris aux États-Unis le pouls des partisans du TTIP

OGM Premier volet le **lundi 25 avril** : le TTIP doit-il profiter aux agriculteurs américains ? Devrons-nous nous accommoder des OGM ?

EUROPE **Aujourd'hui mardi 26 avril** : faut-il conclure le TTIP avant la fin du mandat de Barack Obama ? Les Européens n'en veulent-ils vraiment pas ?

CONSOMMATION **Mercredi 27 avril** : pouvons-nous faire confiance aux normes de défense des consommateurs américains ?

EMPLOIS **Jeudi 28 avril** : le TTIP va-t-il créer de l'emploi ? Aidera-t-il nos PME à conquérir l'Amérique ?

Boucler le traité transatlantique cette année ? C'est le vœu des États-Unis. Pour éviter la transition qui suit l'installation d'un nouveau chef de l'État.

● **Envoyé spécial :**
Philippe LERUTH

Avec le nouveau round qui s'est ouvert ce lundi à New York, la négociation du TTIP (*Transatlantic Trade and Investment Partnership*) s'est accélérée. Car, côté américain, on ne cache pas l'objectif : conclure le traité transatlantique avant la fin du mandat du président des États-Unis, Barack Obama « qui a lancé le processus en juin 2013, avec le président de l'époque du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et celui de la Commission, Jose-Manuel Barroso ».

Un TTIP pour la fin de cette année donc. « Parce que, ensuite, un nouveau président ou une nouvelle présidente entrera en fonction, et une année de flottement suivra. Si on ne conclut pas en 2016, avec les délais re-

quis pour reprendre les discussions, puis pour le processus de ratification, le traité ne sera pas effectif avant 2020 », explique-t-on.

Les Européens ne sont pas aussi pressés : d'ici à 2020, la France aura connu son élection présidentielle, et l'Allemagne son scrutin fédéral. Laisser passer ces rendez-vous électoraux évitera de faire du TTIP un thème de campagne.

Mais les Américains insistent. Parce que États-Unis et Union Européenne forment conjointement le plus grand marché mondial. « Mais au-delà, nous partageons des valeurs identiques, sur le plan social, ou en termes de protection des consommateurs, glisse-t-on. Ensemble, nous pouvons les faire prévaloir au niveau mondial ; si nous restons séparés, d'autres imposeront leurs normes, qui ne nous seront pas né-

cessairement agréables. » Entendez, par exemple, la Chine, où les critères sociaux ou environnementaux sont secondaires...

Un traité transatlantique bénéficiera à l'emploi sur les deux rives de l'Atlantique, insiste Anthony Luzatto Gardner, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne. Car « quand les échanges s'accroissent entre deux pays ou continents, les exportations croissent des deux côtés. Cela a un effet bénéfique sur l'emploi, et finalement, cela entraîne une hausse des salaires ».

La globalisation a pourtant coûté de nombreux emplois en Europe, et la crainte de voir un TTIP bénéficier essentiellement à l'emploi aux États-Unis est un des éléments de la méfiance des Européens à l'égard du traité

transatlantique... «*Il ne faut pas croire que l'économie américaine est moins ouverte que l'économie européenne, proteste l'ambassadeur. Je pourrais vous citer, moi, de nombreuses entreprises européennes, grandes et petites, qui ont déjà décroché des marchés aux États-Unis. Et le TTIP ne fera que leur faciliter les choses.*»

«*Et puis ce traité a une importance géostratégique*», insiste Anthony Gardner.

Malgré leurs différends, «*notamment sur le réchauffement climatique*», Europe et États-Unis sont des partenaires

«*permanents dans le domaine de la sécurité*», rappelle un analyste. Par exemple face à la Russie de Vladimir Poutine, à l'égard de laquelle des sanctions ont été prises, après qu'elle eut annexé la Crimée. «*Et c'est l'Europe qui en paie le prix*» avec l'embargo russe sur les produits agricoles européens.

Plus que l'opposition, relative (cf. ci-contre) au TTIP en Europe conclut l'observateur, c'est la dérive actuelle de l'Union qui inquiéterait Outre-Atlantique. Car un par-

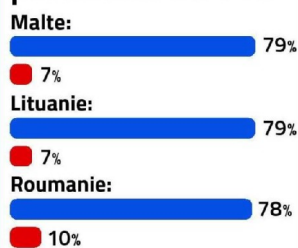
tenariat fort suppose une Europe forte, même turbulente... ■

«Nous partageons des valeurs identiques, sur le plan social ou en termes de protection des consommateurs.»

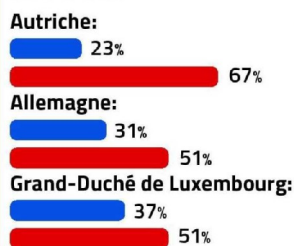
«L'Europe et les États-Unis sont des partenaires permanents dans le domaine de la sécurité.»

Les Européens majoritairement favorables au TTIP

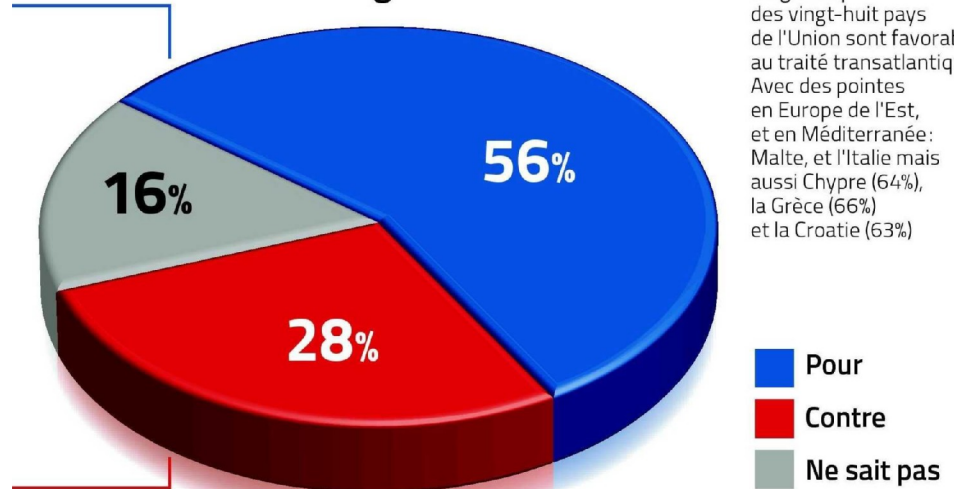
Les plus chauds partisans du TTIP



Les opposants au TTIP

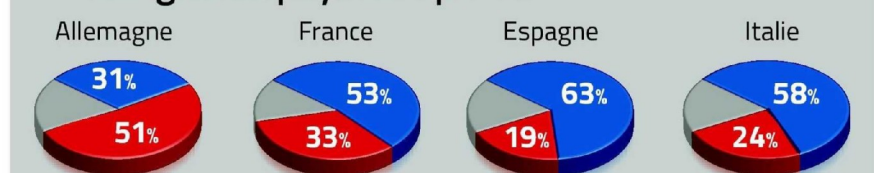


Le résultat global



Vingt-cinq des vingt-huit pays de l'Union sont favorables au traité transatlantique. Avec des pointes en Europe de l'Est, et en Méditerranée: Malte, et l'Italie mais aussi Chypre (64%), la Grèce (66%) et la Croatie (63%)

Les grands pays européens



Wallonie contre le CETA, en attendant le TTIP

La commission des Affaires générales du parlement wallon a approuvé hier une proposition de résolution PS, cdH et Écolo visant à refuser au gouvernement fédéral les pleins pouvoirs pour signer le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (CETA).

Cheval de Troie du TTIP

Une motion a été adoptée dans la foulée pour voter sur ce texte dès mercredi en plé-

nière du parlement de Wallonie, qui sera plus que vraisemblablement amené à ratifier ce traité lorsqu'il arrivera sur ses bancs.

Le PS, le cdH et Écolo relaient ainsi les préoccupations d'une partie de la société civile vis-à-vis de ce traité considéré par certains comme un cheval de Troie du *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (TTIP).

Ils réclament davantage de garanties sociales, environ-

nementales, culturelles et agricoles, et bloquent sur le mécanisme de règlement des différends entre États et multinationales, qui ferait la part belle à ces dernières même après avoir été renégocié.

Le MR a voté contre, jugeant que la Wallonie « se tire une balle dans le pied » en refusant un accord commercial « équilibré et ambitieux » avec un partenaire important. ■

LE POINT QUI FÂCHE

« Traité secret ? Tout est public ! »

Le secret des négociations du TTIP entre les États-Unis et l'Europe nourrit bien des oppositions au futur traité transatlantique. « *Un traité secret ? Pas du tout*, s'insurge Michael Froman, membre de la Délégation américaine au Commerce. *Dès qu'un volet de la discussion est clôturé, tout est disponible en ligne* ».

La Commission européenne elle aussi met en ligne des documents, disponibles en anglais (*), au fil du déroulement des négociations. Les documents préparatoires, eux, ne sont pas consultables. Mais il n'est aucune négociation politique ou économique, même natio-

nale, où les négociateurs rendent publiques leurs notes de négociations. Sauf à la faveur de « fuite » savamment organisée...

Chaque round de négociations est par ailleurs l'occasion d'une consultation des « parties prenantes » : ce sera le cas cette semaine aux États-Unis ; cela a été le cas, lors du round de la fin février à Bruxelles. Pendant une journée entière, devant les membres des deux délégations de négociation, des dizaines de partisans et adversaires du TTIP ont eu quelques minutes pour développer leur argumentation, sur des thèmes aussi variés que les produits indus-

triels ; l'agriculture ; le développement durable ; les services publics ; la propriété intellectuelle etc.

« *N'oubliez pas, enfin, que le texte du traité sera soumis à ratification devant les parlements nationaux, nous dit-on. Et en Belgique, même, par chacune des sept assemblées* ».

Si du moins le traité transatlantique est qualifié de mixte. Dans le cas inverse, peu probable, le Parlement européen, et lui seul, trancherait. Mais là aussi, après débat public ■

Phi. Le.

► http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/documents-and-events/index_en.htm#documents

L'OPINION

Les Européens sont favorables au traité

Une large majorité d'États et une forte majorité de citoyens sont favorables au traité transatlantique en Europe.

Les Américains ne sont pas les seuls à souhaiter la conclusion d'un traité transatlantique : dans vingt-cinq des vingt-huit États de l'Union, l'opinion y est également favorable. Globalement, 56 % des Européens sont pour le TTIP (58 % en 2014), contre 28 % (25 % un an plus tôt) qui y sont opposés, selon le dernier « Eurobaromètre », qui date du

printemps 2015.

Au-delà de l'opposition

« *Si on analyse l'opposition au traité transatlantique en Europe, elle procède de trois ordres*, explique un membre de la DG (Direction Générale) Commerce de la Commission. *Elle relève d'abord d'un anti-américanisme global, qui s'exprime à travers le rejet du TTIP.* »

Cette opposition au traité reflète aussi «une crainte globale de la globalisation, qui a coûté déjà de nombreux emplois», exprime le même analyste.

Et puis il y a le «débat intra-européen, avec la critique générale en Europe des "eurocrates anonymes" qui décideraient, quel que soit l'état de l'opinion publique».

Pérégrinations

La Commission est fermement engagée dans le processus de négociation, et bien décidée à le mener à terme. Et la commissaire suédoise au Commerce, Cecilia Malmström, a empoigné son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des élus, dans les différents pays de l'Union, et les

convaincre du bien-fondé de la démarche. Ses passages au Parlement bruxellois, le 14 octobre 2015, puis au Parlement wallon, le 29 janvier, puis au Parlement flamand, le 24 février, ont témoigné de son engagement dans le dossier.

«J'ai moi-même participé à septante-deux débats, dans toute l'Europe, l'an dernier», explique notre interlocuteur à la DG Commerce. Pour rappeler que «depuis 2005, l'Union Européenne a conclu de multiples accords commerciaux, avec divers pays d'Asie, avec le Japon, et avec le Canada». Et «qu'il serait dès lors absurde de ne pas faire de même avec son partenaire commercial le plus important». Et pour désamorcer une critique récurrente : «Aucun accord commercial signé

depuis trente ans, que ce soit sous l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) n'a englobé des services publics comme l'éducation, la santé, ou la distribution d'eau.»

Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) «ne fait pas partie de la coalition anti-TTIP, parce que le commerce peut être favorable aux consommateurs : l'irruption des voitures japonaises, en leur temps, a fait baisser le prix des européennes», explique sa directrice, Monique Goyens. Mais il y a des bémols, liés par exemple au «principe de précaution» (OGM, hormones) et à la «prise en compte de l'intérêt public dans les procédures de litige». Ce qui suppose... la conclusion du traité. ■ **Phi. le.**